

Monographies régionales

Comptes-rendus des ateliers régionaux organisés dans le cadre du projet
“Renforcer l'accès aux services essentiels des populations des pays à faibles
revenus par une mobilisation accrue des OSC et des collectivités françaises et
de leurs partenaires via les « 1 % solidaires » et une approche intégrée des
services essentiels » (2021-2014)

AZIMIO Field Consulting



Mai 2024

Région Hauts-de-France

<u>Atelier acteurs locaux</u>	<u>Atelier réseaux d'animation</u>
<i>OSC :</i> <i>ONG Le Partenariat</i>	<i>RRMA Lianes Cooperation</i> Julie Massez, chargée de l'accompagnement des acteurs du Pas de Calais Adeline Rigolage, chargée de l'accompagnement des acteurs de Picardie Cyrielle Choblet, Chargée de mission publications, études, observatoire Jérémy Bohec, Chargé de mission – Coopération Internationale et Développement



Topographie / Ecosystème d'acteurs

Les Hauts-de-France sont la troisième région de France métropolitaine en termes de taille mais seulement la 8e en termes de population, ce qui s'explique par le fait que le territoire a été **durement frappé par des reconversions industrielles et économiques** (en particulier dans les bassins miniers du Nord et du Pas-de-Calais).

Aujourd'hui, la Région Hauts-de-France est une région en transition qui mise sur la redynamisation de son bassin d'emploi. La région se situe ainsi au 4^e rang national en termes de nombre d'emplois industriels, avec une représentation supérieure à la moyenne nationale de grandes entreprises et d'entreprises de taille intermédiaire. Son tissu productif régional très intégré dans les chaînes de valeur européennes et mondiales autour de grands secteurs (les industries, l'agroalimentaire, la logistique...). En outre, la Région développe la **recherche et l'innovation à forte valeur ajoutée**, avec huit pôles de compétitivité, et occupe la 3^e place de France pour le nombre d'enseignant.e.s chercheur.se.s et l'accueil des étudiant.e.s du supérieur.

Les enjeux de transition économique sont importants dans une région qui est **la plus jeune de France** et où le **chômage reste élevé** (avec un taux de 8,8 % en moyenne annuelle en 2022), en faisant la région la plus touchée de France métropolitaine.



Portage politique

Selon Lianes Coopération, la région Hauts-de-France est un territoire "paradoxal et clivé" dans son rapport la solidarité internationale, avec :

- D'un côté, un **portage politique actuellement faible des collectivités**, dans un contexte où ces dernières sont peu dotées en ressources humaines et font face à des enjeux de développement économique intérieurs importants. La montée en puissance du Rassemblement national aux dernières élections s'est traduite par un repli sur soi de la Région, avec une priorisation des sujets nationaux. De ce fait, concernant les 1%, Lianes Coopération souligne une frilosité des collectivités (« Il y a une grosse

vigilance sur l'avis des administré.e.s. Les élu.e.s ont besoin d'y voir tout de suite un avantage pour eux.”)
;

- D'un autre, l'étude ACTER (*Action extérieure des Collectivités Territoriales, États des lieux Régionaux*) lancée par Lianes coopération dresse le constat que le territoire reste tout de même caractérisé par la **mobilité et l'ouverture internationale**. De fait, certaines collectivités sont historiquement impliquées dans les dynamiques de solidarité, comme la ville de Lille ou de Dunkerque (via leurs comités de jumelage), de Béthune ou d'Amiens.

“Il y a des territoires qui se referment et qui se recentrent sur eux-mêmes, face à des territoires en transition ouverts vers l'extérieur. En somme, c'est un territoire très solidaire, mais la question clivante est : où est-ce qu'on exerce cette solidarité et avec qui ?” (Lianes Coopération)

Dans l'ensemble, la Région Haut-de-France soutient **plutôt une dynamique de développement international que de solidarité internationale**. Ex : l'appel à projet “Acteurs de l'énergie pour l'Afrique”, vise financement de projets multi-acteurs comprenant au moins une entreprise de la Région.



Coopération décentralisée autour des services essentiels et utilisation des dispositifs 1%

Selon Lianes Coopération, **les projets de coopération décentralisée sont avant tout des projets culturels**, en lien avec les habitant.e.s, et il existe peu de projets techniques ou d'accès aux services essentiels. Ces derniers sont soutenus par :

- Pour l'énergie, via l'appel à projets « Acteurs de l'énergie pour l'Afrique » de la Région des Hauts de France. Les entreprises innovantes régionales sont également mises en valeur, notamment au travers du pôle de compétitivité Médée (cluster d'acteurs spécialisés en génie électrique) ;
- Pour l'eau et l'assainissement, via l'agence régionale de l'eau Artois-Picardie (dont la spécificité est qu'elle ne collabore pas avec le réseau régional multi-acteurs Lianes Coopération) ;
- Pour les déchets, il n'y a “presque pas d'appui”.

Selon Lianes Coopération, le dispositif 1% est peu mobilisé dans la région car perçu comme un investissement trop risqué : “Parler des 1% fait un peu peur, même pour les collectivités les plus aguerries en matière de solidarité internationale car cela suppose engagement financier conséquent et pérenne.” Toutefois, certaines associations ont réussi à faire financer des projets de coopération décentralisée, aboutissant y compris à la mobilisation de 1%, par exemple dans la communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer, avec la mise en place d'un fonds de coopération, qui a ensuite été délégué à l'Agence d'Urbanisme et de Développement du Pays de Saint-Omer.

Retours des acteurs sur la coopération décentralisée et les dispositifs 1%

Le Partenariat est une ONG expérimentée, opératrice de plusieurs projets de coopérations décentralisées, en partenariat avec des collectivités françaises de différentes régions dans les trois services essentiels. Le Partenariat est ainsi l'opérateur du Sycoval pour ses actions de coopération décentralisée dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement avec la commune de Labé en République de Guinée, et du conseil départemental des Yvelines pour sa coopération décentralisée avec Saint-Louis au Sénégal.

Sur le plan technique, le Partenariat souligne la nécessité d'identifier et de s'appuyer sur l'expertise locale des partenaires du Sud, ainsi que sur les réseaux sectoriels. De fait, le Partenariat évoque des échanges fructueux

avec le pS-Eau et Cicle (*“le pS-Eau n’est pas qu’un partenaire informatif, on travaille vraiment en commun pour penser des projets”*).

Sur le plan financier, la difficulté rencontrée par l’ONG est que certaines thématiques sont plus difficiles à financer que d’autres, à l’image de la gestion des déchets (*“à l’exception de gros bailleurs comme le Syctom ou la Ville de Paris, c’est peu soutenu...peut-être parce que c’est politiquement c’est moins porteur”*)

Sur le plan politique, la difficulté majeure est de disposer de capacités d’adaptation aux évolutions politiques : *“La coopération décentralisée est fortement tributaire des évolutions politiques. C’est pourquoi il est important d’avoir des échanges réguliers / plus humains avec les interlocuteurs, de mettre à jour le plan d’action, d’être souple”*.

Plus largement, en matière de coopération, Le Partenariat souligne un **changement de paradigme dans les relations de coopération Sud-Nord**, consistant à sortir de la relation descendante d’appui des collectivités du Nord vers les Sud pour engager des relations plus horizontales : *“Il ne s’agit plus d’aide mais de bénéfices pour les territoires du Sud. Beaucoup d’élus du Nord ont du mal avec cette nouvelle vision, pourtant incontournable pour que les acteurs locaux sentent que le projet leur appartient et le portent sur la durée.”*

Concernant les différents dispositifs 1%, Le Partenariat estime qu’il est relativement plus facile de mobiliser le 1% Eau et Assainissement en s’appuyant sur les cofinancements des Agences de l’eau. Sur le 1% énergie, il est opportun de mobiliser l’appui de fondations, du réseau Cicle ou encore du syndicat SIGEIF. Sur le 1% déchets, il existe des acteurs clés à l’image du Syctom ou de la ville de Paris. Certains acteurs peuvent également apporter des cofinancements à l’image de la Fondation Véolia ou encore de la Fondation Setec. *“Au delà il n’existe pas grand chose.”*

Intérêt pour l’approche intégrée des services essentiels

Selon Le Partenariat, l’approche intégrée **permet d’améliorer la logique d’intervention** sectorielle au niveau communal, *“d’associer plutôt que de juxtaposer”*. Par exemple, depuis 2023, Le Partenariat porte le projet REVI, soutenu par l’AFD, à Labé (République de Guinée) qui associe les secteurs en travaillant sur la gouvernance des services d’assainissement solide et liquide.

La logique intersectorielle rabat les cartes sur la **temporalité de la gestion des projets** : *“Lorsqu’un projet touche à plusieurs secteurs, n’est-il pas pertinent de concevoir différentes phases successives pour associer plusieurs secteurs ?”*

Comment mobiliser conjointement les différents 1% ?

Selon le Partenariat, il serait utile pour les acteurs associatifs de disposer d’un répertoire des collectivités en région qui mobilisent le 1% (eau, énergie, déchets), et plus largement d’identifier les acteurs pouvant apporter des co-financements sur des projets d’accès aux services essentiels. La collaboration entre réseaux thématiques et régionaux multi-acteurs devraient faciliter l’élaboration d’un tel annuaire des financeurs.

Toutefois, la mobilisation de nouvelles collectivités sur des programmes de coopération internationale peut être freinée par le fait que l’approche intégrée fait appel à des services techniques et des élu.e.s différent.e.s.

Sentiment global sur l’animation des 1% dans la région

Lianes Coopération évoqué plusieurs difficultés dans l’animation de la coopération décentralisée et des 1% :

- **Le manque de moyens, de connaissances et de maturité de certaines collectivités** : *“Dans certaines collectivités qui n’ont pas de jumelage et d’historique de coopération, il faut faire un accompagnement qui commence par la base”*. De fait, le niveau de mobilisation des 1% est faible sur le territoire et avant de promouvoir des dispositifs financiers. Il s’agit en définitive de **“dynamiser une dynamique encore**

fragile sur le territoire” par le biais d’une sensibilisation plus large à la coopération internationale au-delà des dispositifs. A ce jour, la plupart des demandes d’accompagnement portent sur des petits projets : “On y va pas à pas, avec une attente paradoxale d’être très vite dans le concret”.

- **Le manque de connaissances du réseau Lianes Coopération** sur les aspects techniques de la coopération et les dispositifs 1% : *“C’est un peu compliqué de maîtriser le sujet avec aussi peu de demandes”.*
- **Un travail en silo avec l’Agence de l’Eau Artois-Picardie.** *“Aujourd’hui, il n’y a pas de travail en commun.”*

<u>Atelier acteurs locaux</u>	<u>Atelier réseaux d'animation</u>
<i>Collectivités</i> Emérentienne. Galtier, Chargée de RI à la Métropole du Grand Nancy Nathalie PICARD, Responsable qualité et communication à la Direction EAH du Grand Reims. <i>OSC :</i> Jean Luc Besset, Aquassistance Jean Marie Bailly, ESF	<i>RRMA GESCOD</i> Gaëlle Le Barbu : Directrice de Gescod. Hervé Tritschberger, Coordinateur des RRMA au sein du projet François Simon, mission coopération décentralisée <i>pS-Eau</i> Marie Zerbo, salariée du PS-Eau hébergée par le Gescod

Spécificités régionales en matière de coopération décentralisée



Topographie / Ecosystème d'acteurs

La Région Grand Est est une région moyenne en termes de taille (6e région en France métropolitaine) et d'une grande région en termes de nombre d'habitant.e.s (4e région en France métropolitaine). La région comprend **un grand nombre de collectivités engagées** dans la coopération décentralisée (*"Presque toutes les grandes villes sont engagées"*) bien qu'inégalement réparties sur le territoire : historiquement, de très nombreux acteurs dans les anciennes régions Alsace et Lorraine sont mobilisés dans des actions de coopération tandis que cette mobilisation est moindre dans l'ancienne Champagne-Ardenne.



Portage politique

En 2018, la Région Grand Est a élaboré et fait approuver par les élu.e.s régionaux.les une politique de coopération internationale. Cette stratégie vise à renforcer la position de la Région comme "transfrontalière et ouverte sur le monde", en définissant des objectifs généraux et des principes clés, parmi lesquels la mise en place d'une politique volontariste basée sur les principes de citoyenneté, de solidarité, de respect, d'engagement et de partage, le positionnement de la Région Grand Est comme acteur au niveau international ou encore l'appui à l'ouverture des populations du Grand Est à l'international, notamment les jeunes.

Pour sa mise en œuvre, la Région coopère étroitement avec les acteurs de la coopération internationale au premier rang desquels les collectivités, les associations et les ONG du territoire, le MEAE et les trois Agences de l'eau présentes dans le Grand Est travaillent en étroite collaboration. Au sein de cet écosystème porteur, le réseau multi-acteur **Gescod, en partenariat avec le pS-Eau implanté localement, accompagne le montage et la mise en œuvre des projets**. Aujourd'hui, 37 collectivités impliquées dans des coopérations sont accompagnées. A noter également que le Gescod est l'un des seuls RRMA à accompagner le montage et la mise en œuvre de projets.

Globalement, la coopération internationale est divisée en trois volets : un volet d'attractivité, destiné à accroître l'attractivité économique de la Région, un volet européen et un volet de coopération et de co-développement, ce dernier s'incarnant dans la mise en place de coopérations avec des pays à faible revenus, principalement au Sud.

Plusieurs dispositifs financiers de soutien à la coopération internationale ont été mis en œuvre dans le Grand Est, au premier rang duquel le fonds de coopération régional qui, bien que n'existant plus, a joué un rôle clé d'effet de levier pour favoriser des financements mutualisés y compris dans de petites collectivités. Aujourd'hui, la Région Grand Est soutient la coopération internationale via son programme régional d'appui aux initiatives locales de solidarité internationale et d'éducation au développement. Le Conseil départemental de Meurthe et Moselle soutient les acteurs de terrain qui mettent en place des projets de solidarité avec des partenaires des pays d'intervention. Enfin, de nombreuses villes et métropoles soutiennent depuis longtemps la coopération décentralisée et la solidarité internationale parmi lesquelles Strasbourg, Mulhouse ou encore le Grand Nancy.



Coopération décentralisée autour des services essentiels et utilisation des dispositifs 1%

La Région Grand Est développe une politique volontariste en matière de coopération décentralisée reflétée dans l'existence d'une stratégie régionale et dans un historique de coopération décentralisée important. Des coopérations existent pour favoriser l'accès aux services essentiels, à l'image de celle de la Région Grand Est avec la Basse Casamance au Sénégal (départements de Bignona, d'Oussouye et de Ziguinchor), dont l'un des axes est l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'énergie.

La mise en place de projets de coopération décentralisée, en particulier dans le secteur de l'eau, est facilitée par la présence de trois agences de l'eau sur le territoire (l'Agence de l'eau Rhin-Meuse - AERM, l'Agence de l'eau Seine-Normandie - AESN, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse - AERMC) qui soutiennent des projets de coopération décentralisée portés par des collectivités ou des associations françaises de leur bassin. Celles de l'AERM, l'AESN et l'AERMC couvrent une grande partie des pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne.

Retours des acteurs sur la coopération décentralisée et les dispositifs 1%

Certaines collectivités et métropoles du Grand Est ont été précurseuses dans l'utilisation du dispositif 1%.

Ainsi, la Métropole du Grand Reims a engagé depuis 2007 une coopération avec le Burkina Faso, d'abord avec des financements directs puis avec une mobilisation du 0,5% Eau à partir de 2012, avec des co-financements de l'Agence de l'eau Seine-Normandie et du MEAE. La démarche de coopération a été facilitée par le CIEDEL, la Métropole n'étant pas adhérente au GESCOD.

La Métropole du Grand Nancy, membre du GESCOD, a mis en place le 1% Eau en 2006, avec un Appel à projet annuel dédié, et une quarantaine de projets portés par le territoire, vers Madagascar (à l'arrêt) et le Sénégal (qui se poursuit à Gorée avec une demande de FICOL en cours). La Métropole estime qu'elle pourrait conduire les échanges *"seule, sans l'aide des réseaux"*

Les freins identifiés par les collectivités en matière de coopération décentralisée sont classiques : manque de volonté politique et ressources financières limitées. Elles évoquent le besoin de savoir **comment opèrent des collectivités sur d'autres territoires, avec une information actualisée et consolidée** pour faciliter le « feu vert politique ».

Pour faciliter la mobilisation autour des 1%, les autres leviers cités sont :

- L'expertise sectorielle : identifier des compétences techniques, notamment en matière d'ingénierie, avoir une bonne maîtrise du contexte réglementaire et des acteurs locaux impliqués (pour renforcer l'intégration institutionnelle et la pérennité du projet), disposer d'appui-conseil sur la gestion des déchets ;
- L'expertise pays : identifier des experts pays (francophones ET anglophones), des référent.e.s pays implantés localements, notamment en s'appuyant sur les réseaux qui centralisent l'information ;
- La communication : renforcer la visibilité des projets, notamment grâce à l'animation locale, en coordination avec les associations pour sensibiliser les administré.e.s ;
- Le suivi : capitaliser et mutualiser les expériences, s'appuyer sur des "parrains" qui accompagnent le projet du début à la fin.

Intérêt pour l'approche intégrée des services essentiels

Si les parties prenantes interrogées reconnaissent les liens entre les différents secteurs, la mise en place d'une approche intégrée **semble difficile en pratique** du fait de l'approche très sectorielle des opérateurs et du cloisonnement des financements.

"C'est la vocation primaire de la solidarité d'avoir des projets plurisectoriels." (Grand Reims)
"C'est un idéal, mais aujourd'hui, les opérateurs et les bailleurs sont en silo." (Grand Nancy)

Comment mobiliser conjointement les différents 1% ?

La mobilisation conjointe de dispositifs n'est pas simple, même pour des collectivités engagées.

Si le Grand Reims a progressivement développé une vision intégrée des services essentiels (*"Les échanges politiques et techniques sur l'EAH ont permis d'arriver vers des enjeux de salubrité puis les déchets solides, la santé, l'éducation, la communication."*), les 1% Déchets et 1% Energie n'ont pas été mis en place pour autant (*"Dans la délibération, on a acté le fait de revoir les critères pour élargir à du plurisectoriel mais sans pour autant voter les autres 1%"*).

Encore une fois, les collectivités évoquent, comme facteur incitatif, le fait de *"savoir ce qui se passe ailleurs"*, notamment hors de leur région :

"On est en attente d'une présentation synthétique des différents 1% avec les informations mises à jour détaillées sur les collectivités engagées en France."

Au-delà de l'information, c'est aussi la mise en réseau qui peut permettre de développer une approche intégrée. Le pS-Eau a ainsi mis en contact la Métropole du Grand Nancy avec celle de Grand Châtellerauld pour favoriser des financements mixtes.

Sentiment global sur l'animation de la coopération décentralisée 1% dans la région

Les réseaux interrogés soulignent que l'animation est un travail de construction de longue haleine avec les acteurs de terrain. L'approche d'animation **s'enrichit et se complexifie au fur et à mesure que les coopérations s'approfondissent** :

"C'est un chantier perpétuel : les choses avancent mais ce n'est jamais fini."

"En matière de solidarité internationale, chacun vient avec ses couleurs, sa diversité, son approche. La diversité d'acteurs ouvre des perspectives : plus on avance sur un sujet, plus on voit qu'on peut creuser d'autres choses."

"On a un rôle d'aiguilleur : on accompagne et on répond aux différentes demandes qui peuvent émerger."

Il est souligné que le **manque de ressources** peut limiter les perspectives de promotion de la coopération internationale auprès des collectivités comme auprès des OSC, ces dernières étant composées essentiellement de bénévoles.

Une attention est en outre portée par les réseaux thématiques et régionaux à ne pas sur-solliciter les acteurs.

“On anime souvent des ateliers et des réunions. On aimerait faire toujours salle comble, mais avec des ressources limitées, il est parfois difficile de mobiliser les acteurs sur l’ensemble du territoire”

“Parfois, on a la crainte de sur-mobiliser les acteurs avec trop de projets, trop de rencontres.”

<u>Atelier acteurs locaux</u>	<u>Atelier réseaux d'animation</u>
<i>Collectivités</i> Karine Bourdeix : chargée de mission SI à la Région Nouvelle Aquitaine Sandrine Faucon : chargée de la direction CI à Grand Angoulême Matthieu Gomes : chargée de mission CD à Limoges Métropole. Deborah Texeira : Chargée des dossiers de financements solidaires à Bordeaux métropole. Arthur Berthet : relations internationales pour Grand Châtelleraut <i>OSC :</i> Gautier Hunout : chargé de mission eau - assainissement - déchets pour ID à Poitiers	<i>RRMA So Cooperation</i> Franck Fortuné : directeur SO Coopération, délégué de la CIRMA Rokhaya Diagne : chargée des missions Observatoire. Marine Borsato : chargée de mission accompagnement des CT <i>pS-Eau</i> Jérémy Guérin : représentant du pS-Eau à Bordeaux

Spécificités régionales en matière de coopération décentralisée

“Par sa diversité, la région est une bonne vitrine de ce qui peut se faire en matière de coopération décentralisée” (So Coopération)



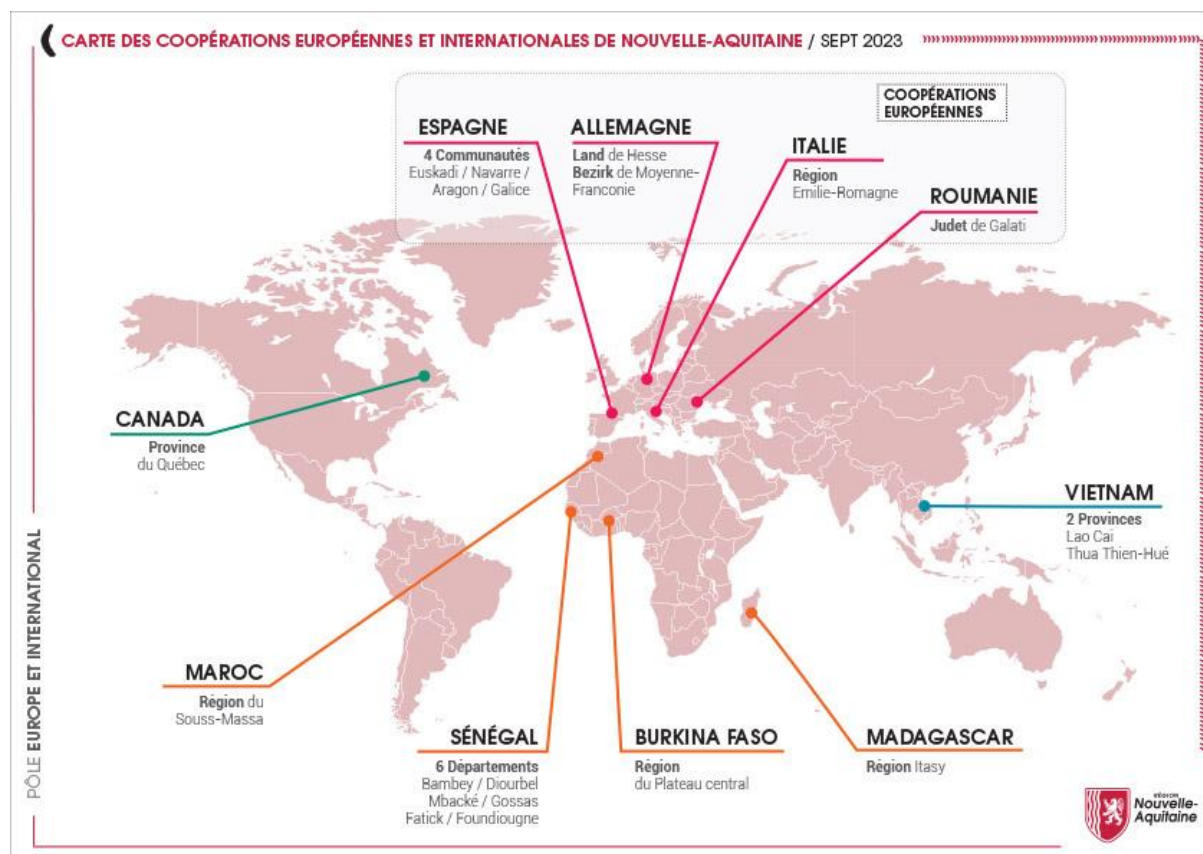
Topographie / Ecosystème d'acteurs

La Nouvelle Aquitaine est la plus grande région de France métropolitaine en termes de superficie (84 048 km²) et la quatrième en nombre d'habitant.e.s (5 994 336). Les logiques de solidarité internationale qui s'y exercent sont disparates avec, d'un côté, un bassin de vie dans le Nord de la Région (Poitiers, Niort) et un axe Bordeaux-Agen plutôt dynamiques, et d'un autre des départements moins avancés, avec peu de coopérations et d'acteurs (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne). S'il n'existe pas de cohérence régionale en matière de coopération décentralisée sur les zones géographiques ou les projets soutenus, les dynamiques évoluent, par exemple avec la ville de Limoges, qui commence à s'investir par le biais d'une coopération décentralisée en lien avec l'agriculture avec Buenos Aires (Argentine) et avec les déchets avec l'Intercommunalité des Communes du Sine Occidental au Sénégal.



Portage politique

L'engagement de la Région autour des enjeux de coopération décentralisée est historique et stable, grâce à un Président de Région qui la soutient depuis 1998. Actuellement, la Région coopère avec une douzaine de régions partenaires à l'international sur des sujets variés tels que l'éducation à la citoyenneté, le développement économique et rural ou encore la culture.



Cette coopération s'opère par le biais du soutien aux acteurs qui mettent en œuvre des actions de solidarité internationale (associations, collectivités locales, établissements de formation, entreprises) et à travers le RRMA SO Coopération. La Région déploie également plusieurs appels à projets, à l'image de l'appel à projets "développement solidaire" et de l'appel à projets "Outils d'animation innovants pour l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECI)" centré sur l'ECI pour soutenir les porteurs de projet de solidarité internationale.

De plus, le contexte politique actuel semble porteur du côté des grandes collectivités et métropoles, dans lesquelles les élections municipales ont amené des exécutifs plus sensibles aux thématiques de solidarité internationale sur les services essentiels.



Coopération décentralisée autour des services essentiels et utilisation des dispositifs 1%

De manière assez classique, la coopération décentralisée dans les services essentiels est plutôt tournée vers l'Afrique et l'Amérique Latine, et se concentre principalement sur le secteur de l'eau et de l'assainissement - avec toutefois quelques projets dans les secteurs de l'énergie et des déchets.

Des projets ambitieux ont été mis en place par les collectivités les plus engagées, notamment via la FICOL et les 1% ; la Région s'est engagée sur des dispositifs 1%, ainsi que plusieurs collectivités qui déploient des appels à projet dédié, à l'image du Grand Angoulême avec l'appel à projets "1% Solidarité internationale".

L'approche mixte est explorée par les collectivités les plus avancées, comme la Métropole de Bordeaux qui explore la possibilité de mettre en place un appel à projets multisectoriels s'appuyant sur l'utilisation conjointe des quatre dispositifs 1% (eau et assainissement, déchets, énergie, transport).

Une coopération emblématique et historique entre Châtellerauld et Kaya

Depuis 1976, année de la première grande sécheresse dans le Sahel, il existe un jumelage solidaire entre la ville de Châtellerauld et la ville de Kaya au Burkina Faso.

En 2010, suite au processus de décentralisation au Burkina Faso, les collectivités burkinabés ont récupéré les compétences liées à l'eau et à l'assainissement. Depuis, la ville de Châtellerauld et l'agglomération Grand Châtellerauld, aux côtés de la commune allemande d'Herzogenaurach (Bavière) et le syndicat mixte Eaux de Vienne ont appuyé la ville de Kaya dans le renforcement de ses compétences liées à la gestion de l'eau et dans la construction d'infrastructures dédiées pour répondre aux besoins de ses populations.

A partir de 2011, la ville de Châtellerauld et l'agglomération Grand Châtellerauld ont ainsi mobilisé le dispositif 1% Eau et Assainissement puis ont tissé un partenariat avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne en 2014 pour financer des projets d'infrastructures dans le cadre de la coopération.

Depuis 2016, la coopération Châtellerauld-Kaya s'est étendue à la question des déchets, avec la commune allemande d'Herzogenaurach, les ONG CEAS Burkina Faso et AutreTerre (Belgique). Cette coopération a principalement visé à structurer un service de base à Kaya. Son financement a quant à lui été permis par la mobilisation du 1% déchets.

En 2019, la commune de Châtellerauld a été sollicitée pour être cheffe de file d'un programme mutualisé de coopération internationale, porté par un groupe de cinq collectivités et syndicats de la Région Nouvelle Aquitaine et à trois autres communes burkinabés :

- La ville de Châtellerauld en coopération avec Kaya, chef de file du projet mutualisé
- Les syndicats de gestion de déchets SYDED 87 et Evolis 23 en partenariat avec Ziniaré
- Chauvigny jumelée avec Banfora
- La Région Nouvelle-Aquitaine, pour la coopération avec la Région du Plateau Central pour la ville de Boussey

Le programme a visé à la fois à renforcer les compétences communales de gestion des déchets au Burkina Faso tout en contribuant à sensibiliser les habitant.e.s de Nouvelle Aquitaine aux enjeux de gestion des déchets dans le monde avec un prisme ODD.

Retours des acteurs sur la coopération décentralisée et les dispositifs 1%

Les acteurs de l'atelier évoluent tous dans un contexte où les 1% sont utilisés, à minima sur le secteur de l'eau et de l'assainissement mais également parfois dans les déchets (Bordeaux Métropole, Ville de Cognac, Limoges Métropole, Communauté de communes- du Pays Loudunais, Châtellerauld et ses partenaires).

Si tou.te.s les participant.e.s évoquent un intérêt partagé pour explorer l'ensemble des dispositifs, tou.te.s évoquent également des freins concourant à freiner leur mobilisation.

Pour lever ces freins, plusieurs pistes sont identifiées, au premier rang desquelles une meilleure **concertation entre acteurs, et notamment entre collectivités, pour favoriser des co-financements**. Ces co-financements se sont incarnés par exemple, dans la collaboration entre les métropoles de Limoges et de Bordeaux pour financer la mise en place de bornes fontaines dans quatre villages de la région de Louga au Sénégal, avec la mobilisation d'un syndicat des eaux et d'entreprises privées.

"Au niveau de la Région, ce qui est dommage c'est que l'on ne sait qu'après coup que le 1% a été mobilisé dans certaines collectivités." (Région Nouvelle Aquitaine)

Les échanges entre collectivités doivent aussi permettre de **mieux identifier les acteurs du territoire et les appuyer**.

“On a des difficultés de communication sur les dispositifs et sur les acteurs du territoire. La Région connaît bien les acteurs du terrain, il faut qu’on échange davantage” (Région Nouvelle Aquitaine)

“La difficulté, c’est de trouver des porteur.se.s de projet pour les accompagner dans leurs projets. Aujourd’hui, on se contente trop de communication institutionnelle... Il faudrait aller plus loin et mettre en œuvre une approche de terrain pour accompagner les acteurs ou faire émerger de nouvelles initiatives”

Intérêt pour l’approche intégrée des services essentiels

L’ensemble des acteurs constate qu’il existe des liens et des besoins concomitants pour les populations d’accès aux services d’eau, d’assainissement, d’énergie et de gestion des déchets.

“On s’est très vite rendus compte que faire de l’eau sans faire de l’assainissement ça n’avait pas de sens. Très vite on se rend compte que si on ne prend pas en compte les différents services, cela peut entraver les solutions qu’on essaie d’apporter.” (collectivité)

“On voit bien que les déchets sont indissociables de l’eau et de l’assainissement. Il faudrait peut-être un dispositif qui regroupe tous les 1% (collectivité)

Cependant, les participant.e.s évoquent également la difficulté à mobiliser conjointement les différents 1% pour financer des projets multisectoriels en l’absence de dispositif de financement qui les regrouperait.

“Parfois, cependant il est compliqué d’avoir cette vision intégrée sans aller sur le terrain” (collectivité)

Comment mobiliser conjointement les différents 1% ?

De prime abord, il est souligné que le maintien de **l’utilisation du 1% Eau n’est jamais acquis, notamment dans des contextes politiques et géopolitiques fragiles, et mérite d’être consolidé** pour permettre ensuite de soutenir d’autres secteur :

“Au bout de la troisième année de déploiement de l’appel à projet, l’enjeu est d’assurer la pérennité du dispositif étant donné que la plupart des projets accompagnés sont au Mali et au Burkina Faso, dans des zones peu sûres. L’enjeu est donc de maintenir ce dispositif attractif, en soutenant des porteurs de projets dans des zones plus sécuritaires.” (collectivité)

“Il faut voir ensuite comment on peut utiliser ce dispositif pour porter d’autres actions sectorielles avec des appels à projets revisités” (collectivité)

La Métropole de Bordeaux, qui a entamé une réflexion sur la possibilité de développer un dispositif “quatre 1%” fait remonter des **difficultés techniques** relatives au financement et à l’identification de projets pilotes.

Ce constat renvoie aux difficultés vécues par les réseaux d’animation : si l’idée d’un 1% global ou d’une mobilisation conjointe de différents 1% se justifie intellectuellement et au regard des besoins observés sur le terrain, la mobilisation conjointe de financements est perçue comme étant d’une grande complexité pour les acteurs de la coopération décentralisée.

Région Centre-Val de Loire

<u>Atelier acteurs locaux</u>	<u>Atelier réseaux d'animation</u>
<i>Collectivités / comité de jumelage</i> Alain Dubost, Comité de jumelage Châteauroux-Bittou OSC : Jean-Claude Lézier, Agir Abcd (spécialiste Eau) Bruno Demeurant ESF	<i>RRMA Centraider</i> Elsa Tisne Versailles, chargée de mission CI Guillaume Guetreau, communication Charlotte Bourillon, chargée ECSI jeunesse Aratim Kpartiou-Tchasse, accompagnement des acteur.ice.s (SI et d'ECSI) Sophie Laly, collecte de données

Spécificités régionales en matière de coopération décentralisée

“La coopération décentralisée, c’est la dernière roue du carrosse, pas très bien valorisée.”

“ Il y a une sensation que la coopération « c’était avant », c’est porté par des anciens”



Topographie / Ecosystème d'acteurs

Le Centre-Val de Loire est une petite région française en termes de taille (12e Région de France métropolitaine) et une région moyenne en termes de nombre d'habitant.e.s (6e en France métropolitaine). En matière de coopération décentralisée, les projets émergent principalement des diasporas, avec le soutien des **comités de jumelage**, assez actifs à l'international, à l'image de l'Association française du Conseil des Communes et Régions (AFCCRE), basée à Orléans. Plus largement, les porteurs de projet de coopération décentralisée sont surtout de **petites associations**, avec de faibles capacités d'influence et de plaidoyer auprès des collectivités.



Portage politique

En Centre-Val de Loire, le portage politique de la coopération décentralisée par les collectivités apparaît assez faible, celle-ci n'étant pas considérée comme une thématique prioritaire pour les élu.e.s. L'un.e des participant.e fait également part de *“représentations erronées”* sur l'international *“à déconstruire”* pour renforcer le portage politique des collectivités. A l'heure actuelle, *“l'international fait peur”*.

A contrario, la volonté et le portage politique de la Région en matière de coopération décentralisée est forte. C'est la région qui prend la tête de la dynamique, anime la conférence permanente des relations internationales, met en place un accompagnement financier pour les porteurs de projet (CAPEI), une aide à la mise en réseau à travers le RRMA Centraider. De surcroît, elle met en oeuvre des appels à projets thématiques et un dispositif de coopération et de solidarité internationale couvrant trois axes prioritaires :

- Sensibilisation à la citoyenneté européenne et à la solidarité internationale (comprendre)
- Solidarité et coopération internationales pour contribuer à la réalisation des ODD (agir)
- Mobilité internationale des jeunes du Centre-Val de Loire (bouger)

La Région a conclu des accords de coopération décentralisée avec neuf zones à l'internationale. Bien que celle-ci soit principalement tournée vers l'Europe, des coopérations historiques existent toutefois avec la région de Mopti au Mali (depuis 2005), du Gorgol en Mauritanie (depuis 2001) ou encore avec la région de Fès-Meknès au Maroc (depuis 2009), bien que certaines, à l'image de celle avec la région du Mopti, ait été fortement affectées par les problèmes sécuritaires au Mali, contraignant la Région Centre-Val de Loire à limiter son action sur la sécurité alimentaire et le développement agricole.



Coopération décentralisée autour des services essentiels et utilisation des dispositifs 1%

De façon plutôt classique, l'eau est citée comme une thématique plus porteuse que l'assainissement, les déchets ou l'énergie. Toutefois, le dispositif 1% reste un outil peu utilisé : si certains projets sont soutenus ponctuellement par le budget général, il y a dans l'ensemble peu de mobilisation des dispositifs 1%. Notons également qu'afin de coordonner leurs actions, les agences de l'eau ont défini des zones d'intervention à l'international

Retours des acteurs sur la coopération décentralisée et les dispositifs 1%

Les acteurs évoquent la difficulté à mobiliser un soutien institutionnalisé et d'ampleur pour les projets de coopération internationale, permettant la mise en place d'actions structurantes et pérennes, au-delà des appuis ponctuels.

“Les 1% prennent peu car le soutien à la coopération internationale n'est pas institutionnalisé et structurant. Pour le projet Châteauroux-Bittou, le 1% déchets a été voté pour le projet et a pris fin dès son issue”.

Ainsi, les participants.e.s à l'atelier soulignent la nécessité de dédier des guichets au **financement de méso-projets (de l'ordre de 10 000 euros)**, les enveloppes des bailleurs étant plus appropriées aux grands projets, tandis que les agences de l'eau allouent de petits montants, souvent inférieurs à 5 000 euros.

Pour cette raison, les 1% représentent un levier à leurs yeux, impliquant en outre un changement de perspective dans la relation avec les collectivités *“en passant de la sollicitation ponctuelle de financements à un dialogue structuré sur les projets”*, tout en soulignant la difficulté à les mobiliser pour la mise en place du dispositif :

« Il faut comprendre les tensions financières des collectivités qui limitent leur capacité d'engagement, et par extension la mobilisation des 1%. Même une ville comme Orléans ne met pas en place le 1%. (...) Il faut une stratégie de longue haleine pour sensibiliser les acteurs, leur faire comprendre les problématiques en Afrique, les dispositifs, etc. » (Acteur présent).

Intérêt pour l'approche intégrée des services essentiels

Les acteurs interrogés ont des **expériences de projets mixtes** et valident l'intérêt d'aborder conjointement les différents services essentiels dans une perspective de développement. Dans les faits, certaines coopérations ont adopté une approche intégrée des services essentiels, les deux plus emblématiques étant celle déployée par le comité de jumelage entre Châteauroux et Bittou (Burkina Faso) et la coopération décentralisée entre Chécy et Bangui (République Démocratique du Congo).

Le jumelage entre les villes de Châteauroux et de Bittou a été impulsé par le comité de jumelage et officialisé en 1989 à Châteauroux et en 1990 à Bittou. Depuis, de nombreuses actions ont été mises en œuvre sur différents secteurs : le soutien à la création d'activités génératrices de revenus, principalement agricoles, l'accès à l'eau potable pour les populations, via la construction de forages alimentés à l'énergie solaire, l'appui à la structuration d'un service de pré-collecte des déchets ménagers structuré. L'appui à la pré-collecte des déchets a été permis par la signature d'une convention entre le comité de jumelage de Châteauroux - Bittou et le SYTOM 36 (Syndicat de traitement des ordures ménagères) permettant au SYTOM la mobilisation du dispositif 1%. L'action s'inscrit

en outre dans le plan triennal de coopération entre les deux villes, soutenu par le MEAE. Enfin, le projet a également bénéficié de cofinancements du Plan d'appui à la gestion des déchets au Sud, des communes de Châteauroux et de Bittou.

De même, depuis 2010, la ville de Chécly apporte un appui institutionnel à la ville de Bangui, en République Centrafricaine dans le cadre de programmes triennaux. Fondée sur la solidarité, l'entraide, le respect mutuel et l'amitié entre citoyen.ne.s, les actions de coopération sont plurielles : formations, soutien à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures, etc. En 2021, la coopération a permis la réhabilitation de la station de traitement des eaux usées du Centre National Hospitalier Universitaire de Bangui et la mise en place d'un système de traitement phytosanitaire des eaux usées. Ce projet, coordonné et supervisé par les bénévoles de l'association AGIRabcd a été financé par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et le Conseil Régional Centre Val de Loire grâce à la mobilisation du 1% Eau et Assainissement.

"Il est nécessaire d'intégrer les projets : dans une école, ou un hôpital, il faut de la ressource en eau ; un forage, des latrines."

En 2018, la ville de Blois a également commencé à soutenir l'ONG Solidarités International, engagée dans un projet de réhabilitation du réseau d'eau à Kalémie, en République Démocratique du Congo. L'arrivée massive de la population dans la région en dix ans a contribué à exacerber le manque d'accès à l'eau potable et la prolifération de certaines maladies, aux premiers rangs desquels le choléra. Un projet de réhabilitation du réseau a donc été présenté puis validé par la ville de Blois en 2018, puis renouvelé en 2019. Pour financer ce projet, la ville de Blois a actionné le dispositif 1% Eau et Assainissement, et a obtenu un cofinancement de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, à laquelle elle est rattachée

Cependant, en pratique, plusieurs freins sont évoqués à la mise en oeuvre d'une approche intégrée des services de bases, parmi lesquels :

- **Les financements proposés par les bailleurs :** *"Un problème est la disparité des guichets et des outils pour mobiliser les 1% : porter une vision systémique eau/énergie/déchets nécessite une capacité à aller chercher des co-financements. Pour cela, il faut déposer 15 dossiers, avec à chaque fois un reformatage du projet à prévoir pour distinguer les composantes sectorielles".*
- **La coopération entre ONG :** *"À Châteauroux, il y a trois associations différentes qui ont des projets au Burkina Faso. Ces ONG rencontrent des difficultés à se rassembler, car elles ont des méthodes différentes, sans compter les enjeux d'affichage. Dans l'ensemble, y a une grande difficulté de mutualisation car les associations reposent sur des engagements personnels forts et des visions très précises, tout le monde veut faire à sa manière. (...) L'apport et le partage d'expertise fait peur : la mutualisation au service de l'économie d'échelle fait peser des risques de concurrence."*
- **La culture des ONG :** *"Les ONG sont des spécialistes techniques, sans vision systémique. Il faut les obliger à interroger les trois composantes. (...) Développer une vision systémique demande de passer du temps bénévole et d'avoir des compétences plurielles que tout le monde n'a pas."*
- **Les capacités des partenaires de Sud :** *"L'appropriation locale est un facteur clé de pérennité, et cela sécurise les collectivités car cela évite le risque de défaillance locale. Par conséquent, cela ne sert à rien de faire un super projet s'il n'y a pas les capacités locales pour les porter."*

Pour conclure, les acteurs interrogés estiment que l'approche intégrée est valable dans certains cas, mais pas systématiquement : *"L'enjeu, c'est d'avoir un projet qui tient la route, c'est cela qui permet de mobiliser les 1%, sur un ou plusieurs secteurs. Si l'approche intégrée permet de faire des économies d'échelle c'est intéressant, mais sinon non."*

Comment mobiliser conjointement les différents 1% ?

Les participant.e.s évoquent des pistes pour accroître la mobilisation des 1%, dont :

- Le montage de projets de qualité, adaptés aux capacités des partenaires du Sud ;
- La mobilisation des concessionnaires de services essentiels (ENEDIS, Veolia, ...) ;
- L'implication des associations porteuses de projets pour faire du plaidoyer sur les 1% ("Ce sont elles qui ont les projets et ont intérêt à mobiliser des financements").

Sentiment global sur l'animation des 1% dans la région

En matière d'animation de la coopération décentralisée, le réseau Centraider évoque des difficultés à créer une dynamique sur le territoire, caractérisé par de nombreux **micro-projets**. L'approche d'animation passe avant tout par le fait réunir les acteurs du territoire en réunion, rassembler autour d'événements et de rencontres (ex : Festisol) pour générer des initiatives.

"Il faut produire beaucoup d'efforts pour mobiliser peu de monde (...) on fait en avançant"

"En matière de solidarité internationale dans la région, il y a de belles initiatives, y compris petites, mais avec une difficulté à les faire se regrouper"

Concernant la mobilisation des 1% en particulier, elle note cependant que les élu.e.s sont parfois difficiles à atteindre.

"Il n'est pas facile de faire de l'animation face à des collectivités uniquement. « On prend ce qui vient », les réunions sont très ouvertes et multi-acteurs.

Dans l'ensemble, l'appui conseil mobilise davantage de temps que l'animation territoriale. Pour accompagner les porteurs de projets, Centraider s'appuie sur sa collaboration avec le pS-Eau (secteur de l'eau), un représentant ESF en région (secteur de l'énergie), mais déplore le manque d'appui technique dans les déchets et l'absence de relais pays pour apporter une expertise sur les géographies des projets.

Région Bourgogne-Franche-Comté

<u>Atelier acteurs locaux</u>	<u>Atelier réseaux d'animation</u>
<i>Collectivités</i> Emilie Castel , Région BFC - direction affaires européennes et rayonnement international. Service solidarité internationale et dispositifs financiers	<i>RRMA Bourgogne Franche Comté International : Mélissa Roser, Benjamin Léger, Noé Montel</i> <i>pS-Eau : Carole Chemin</i>

Spécificités régionales en matière de coopération décentralisée



Topographie / Ecosystème d'acteurs

La Bourgogne-Franche-Comté est la 2e région la plus rurale de France, avec deux principales métropoles peu peuplées (250 000 habitant.e.s à Dijon Métropole, 145 000 environ à Besançon) et des espaces peu denses et relativement cloisonnés, comme le Morvan ou le Jura. Selon le réseau régional multi-acteurs BFC International, cette topographie implique, en matière d'animation, de réaliser des déplacements nombreux pour couvrir le territoire et atteindre certaines zones peu accessibles.

L'essentiel des demandes portent sur l'accompagnement de micro-projets, l'écosystème local d'acteurs étant essentiellement composé de petites associations.

Toutefois, les liens étroits entre le RRMA, la Région, l'Agence de l'Eau et le pS-EAu facilitent la mise en relation des porteurs de projets.



Portage politique

"Peu de collectivités aujourd'hui ont des politiques de soutien de la solidarité internationale, à part le département du Jura, la ville de Besançon, la ville de Dijon, le département de Belfort (...) la problématique de l'international dans toute collectivité reste une question sensible." (Région BFC)

"Clairement il y a une forte opposition de l'extrême droite au financement de la SI. C'est une lutte permanente. En outre, ce n'est pas considéré comme une priorité, à l'inverse des lycées, des transports, etc. Pendant un an, on a eu la suspension de crédits d'investissement....un élu de la région s'est battu mais c'est fragile."

Sur le plan institutionnel, les collectivités territoriales sont peu dotées en moyens (la ville de Dijon a 3 personnes dans son service relations internationales, et il y a au maximum 1 personne dans les autres villes). Observant une réticence des collectivités à s'engager dans la coopération internationale face à la complexité administrative, BFC International a créé un groupe de travail de cinq collectivités dédié à la mise en place d'un appel à projets sur la solidarité internationale (*"un espace de réflexion dans une logique de créer de la confiance et de la sécurité pour les acteurs"*)

A contrario, la Région a un rôle pivot en matière de coopération et de solidarité internationale, avec une enveloppe d'environ 250 000 annuels alloués via de nombreux appels à projets (notamment un appel à projet *"Solidarité Internationale - Eau et assainissement"* conjoint avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Agence de l'eau Normandie et l'appel à projets RECITAL sur l'ECSI, conjoint avec l'AFD, qui soutient des

thématiques eau, énergie, sensibilisation à la gestion des déchets etc.). *“Les acteurs parviennent facilement à mobiliser des fonds régionaux, et postulent donc peu aux appels à projets nationaux”,* résume BFC International.

La Région a souhaité s’articuler avec les calendriers de dépôt des dossiers dans les collectivités (il y a régulièrement des comités techniques avec les collectivités qui ont des dispositifs). De même, le département du Jura et la ville de Besançon tentent de s’articuler, et d’échanger sur les projets qui sont financés pour avoir une approche plus structurée.



Coopération décentralisée autour des services essentiels et utilisation des dispositifs 1%

Historiquement, la coopération décentralisée a gravité autour de la coopération franco-allemande, du fait de la situation transfrontalière.

Le soutien aux pays du Sud apparaît comparativement moins institutionnalisé, hormis à travers le réseau, *“ce sont des acteurs de beaucoup plus petite taille qui s’engagent”* observe BFC International. Historiquement et géographiquement, la BFC est plus un lieu de passage. A contrario d’autres territoires, la CD n’a pas été un marqueur identitaire. **Il se passe beaucoup de choses mais un peu éparées et peu structurées.**

En matière de services essentiels, le soutien à la coopération internationale est plus développé dans le secteur de l’eau (via l’appel à projets régional) que sur les thématiques Déchets et Énergie, qui ne bénéficient pas d’appels à projets dédiés. L’eau étant un thème important pour la région, Emilie Castel est conduite à s’articuler avec le service Environnement.

Concernant la mobilisation des dispositifs 1% solidaires : la région finance la solidarité sur ses fonds propres via les dispositifs conjoints et n’a pas voté le 1% - n’ayant pas la compétence eau. Les dispositifs 1% mis en place par les collectivités peuvent représenter un “complément non négligeable” pour financer des projets”

Cependant, Emilie Castel note que l’animation des 1% auprès des collectivités est un processus ardu : *“BFCI a organisé un événement récemment sur les 1% et il y avait du monde, mais beaucoup d’associations et comparativement peu de collectivités...Est-ce un problème de diffusion d’informations ? De compréhension du dispositif 1% ? La taille des CT qui ont la compétence déchets est-elle insuffisante pour soutenir des projets de CI ?”*

Intérêt pour l’approche intégrée des services essentiels et la mobilisation conjointe des 1%

Aujourd’hui, de façon générale, la solidarité internationale en BFC est très axée sur l’eau, avec un volet énergie et déchets qui peuvent être présents mais de manière secondaire.

De façon générale, depuis la mise en place des dispositifs, la Région voit plus de projets et observe une montée en compétences des acteurs. *“Les trois thématiques sont quand même liées, ce qui justifie le rapprochement des acteurs”.*

Cette évolution semble plaider pour un rapprochement des dispositifs *“Je suis sûre que si on proposait un dispositif conjoint en ajoutant AMORCE et CICLE cela serait pertinent.” “Cela permettrait d’impulser de nouvelles dynamiques qui, par manque de moyens financiers, ne décollent pas.” “*

Aujourd’hui, selon Emilie Castel, l’approche intégrée nécessite encore d’approfondir la connaissance des dispositifs et un renforcement des capacités des acteurs, sectoriel ET multi-sectoriel.

“Je m’interroge sur le fait de rendre obligatoire des formations aux porteurs de projet sélectionnés. Je ne sais pas s’il faudrait faire des formations sur les trois secteurs (approche intégrée) ou chacune des thématiques - ce qui est intéressant également”.

En la matière, alors que BFCI, la Région et le pS-Eau s’articulent bien pour répondre aux demandes d’appui des acteurs locaux, un enjeu renforcement des compétences dans les secteurs des déchets et de l’énergie a été souligné (*“On peut difficilement faire du mixte si on n’a pas les moyens de faire émerger deux secteurs sur trois”*)

Annexe 2 : Échantillonnage

Membres consortium	AMORCE	Delphine Hervier, Charlotte Bonhomme, Grégogy Graves			
	pS-Eau	Pierre-Marie Grondin, Sophie de La Bassetière, Guillaume Aubourg, Liana Rajaonary, Marie Zerbo, Jérémy Guérin, Carole Chemin			
	Cicle	Clément Lugagne			
	CIRRMA	Franck Fortuné			
	Lianes	Nizar Yaiche, Jérémy Bohec, Julie Massez, Cyrielle Choblet, Adeline Rigolage			
	So Cooperation	Franck Fortuné, Marion Leriche, Marine Borsato, Rokhaya Diagne			
	Gescod	Gaëlle Le Barbu, Hervé Tritschberger, François Simon			
	BFCI	Benjamin Léger, Mélissa Rosier, Noé Montel			
	Centraider	Elsa Tisne-Versailles, Chloé Lebris, Charlotte Bourillon, Guillaume Guetreau, Sophie Laly, Aratim Kpartiou-Tchasse			
Partenaires financiers					
	Ademe	Alicia Tsitsikalis			
	F3E	Paul Daulny			
	AFD	Corinne de Peretti			
Comité d'orientation	Ville de Paris	Yann Boghal			
	ESF	Hervé Gouyet			
	Syctom	Eva Ah-Kow			
	F3E	Armelle Barré			
	Gret	Mathieu Le Corre			
	Gerest	Marie-Noelle Reboulet			
	Experts Solidaires	Nicolas Livache, Jean-Pierre-Mahé			
Consultant.e.s	Endrix	Charlotte Chanut (méthodologie d'accompagnement commune)			

	Indépendante	Christiane Dardé			
	Efficop	Melanie Lunel			
Porteurs de projet régionaux	Grand Est	Emerentienne Galtier (RI Met. Grand Nancy), Nathalie Picard (EAH Grand Reims), Jean Luc Besset (Aquassitance), Jean Marie Bailly (ESF)			
	Hauts de France	Le Partenariat			
	Centre-Val-de-Loire	Alain Dubost (Comité de jumelage Châteauroux-Bittou) ; Jean-Claude Lézier (Agir Abcd) ; Bruno Demeurant ESF			
	Nouvelle Aquitaine	Karie Bourdeix (SI Nouvelle Aquitaine), Sandrine Faucon (CI Grand Angoulême), Matthieu Gomes (CD à Limoges Métropole), Deborah Texeira (Bordeaux Met. 1%), Arthur Berthet (RI Grand Chatelleraut), Gautier Hunout (ID Poitiers)			
	Bourgogne Franche-Comté	Emilie Castel (SI région BFC)			